



**Le 05 octobre 2016**

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
**Finances**  
**Publiques**

## **C'EST ENCORE TROP !**

**Au lendemain du CTM, nous en savons officiellement un peu plus sur ce qui nous attend en matière d'emplois... 1 815 !**

C'est le chiffre des suppressions d'emplois annoncées en 2017 à la DGFIP, qui aura perdu 37 000 emplois en 13 ans.

Certains verront dans ce chiffre un léger mieux par rapport aux années précédentes. La réalité est que cette nouvelle coupe claire arrive en même temps que le prélèvement à la source, qui, s'il est mis effectivement en place, va accroître très sensiblement des charges de travail qui explosent déjà.

Pire, le bilan social 2015 de la DGFIP montre un repli sans précédent de nos capacités d'action. Nos missions sont désormais clairement en danger.

**Ce repli peut-être notamment illustré par deux chiffres :**  
**17 000 contrôles sur pièces en moins**  
**2 000 contrôles sur place en moins.**

**On peut se demander à quelle date la France sera inscrite sur la liste des paradis fiscaux !**

Ces différents éléments chiffrés sont annonciateurs de nouvelles restructurations, de nouvelles concentrations, de nouvelles fermetures, d'un danger de plus en plus fort sur les missions. Les conséquences pour les personnels sont connues : perte de sens au travail, mobilité forcée, géographique et fonctionnelle, diminution des possibilités de mobilités choisies, nivellement par le bas de régimes indemnitaires, accroissement des difficultés de déplacement, dégradation des conditions de vie au travail, recul des droits et garanties.

Tous les services, toutes les sphères sont concernés, y compris ceux qui se pensaient relativement à l'abri. La DG lance ainsi une refonte totale des structures du contrôle fiscal, prévoit la fermeture de 11 établissements de services informatiques d'ici 4 ans, la création de 10 plateformes RH en lieu et place de près de 150 services du même nom implantés dans les directions territoriales ou spécialisées d'ici 3 ans. Préparer vos valises !

La centrale entend également ouvrir les vannes de la restructuration des SIE, expérimentée avec succès selon elle dans quelques départements, poursuivre les fermetures des plus petites structures (trésoreries, SIP/SIE, SPF) engendrant, en plus des conséquences énumérées plus haut, l'effondrement des débouchés comptables. Situation que va aggraver la mise en place du PAS. Tous les agents, quel que soit leur « rang » sont liés dans une communauté de destin qui leur est défavorable.

**Il est plus que temps de réagir, de vraiment réagir !**

**Solidaires Finances Publiques appelle TOUS les agents à se réunir et à assister aux réunions qui vont se tenir dans les prochaines semaines, pour décider de modalités d'action à mettre en place pour stopper cette spirale infernale.**

**Solidaires Finances Publiques appelle TOUS les agents à faire de la période qui s'ouvrira le 10 octobre prochain et qui s'étalera sur l'ensemble du dernier trimestre, un temps de mobilisations et d'actions, qui sera ponctué :**

***le 17 octobre, d'un appel à bloquer physiquement un site par direction,  
le 15 novembre par une journée de grève nationale et de manifestations.  
Maintenant, on reprend tout !***

**Pour nous joindre : [contact@solidairesfinancespubliques.fr](mailto:contact@solidairesfinancespubliques.fr)**